



## Déclaration liminaire du SE-Unsa lors de la CAPA contestations des rendez-vous de carrière des certifiés le 30 avril 2021.

Monsieur le chef de la DPE

Mesdames, Messieurs les membres de la CAPA

Les enseignants souffrent sur le terrain. Hier encore, ils ont dû faire face à l'impréparation institutionnelle pour faire fonctionner les outils numériques, alors même que le ministre, jouant à la marelle, n'arrêtait pas de rappeler que tout était prêt.

C'est cette communication ministérielle hors-sol qui porte préjudice aux personnels éducatifs sur le terrain, qui eux font face aux élèves et à leurs parents. Aussi, tous les jours, le gouvernement rappelle l'importance de l'école allant même jusqu'à citer Nelson Mandela : "L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde." Mais que fait le gouvernement pour l'école au-delà des mots ? Pas de moyens, une vaccination prioritaire des enseignants qui le devient de moins en moins. Et parfois, même les mots font défaut pour reconnaître le travail des enseignants.

Aujourd'hui, la priorité est d'entretenir le lien avec les élèves. Préoccupation particulière pour les classes d'examens qui doivent préparer les épreuves terminales et en particulier les épreuves orales (Grand Oral). Sur ce point, le SE-Unsa demande l'annulation des épreuves terminales écrites et le recours au contrôle continu en lieu et place (comme l'an dernier) et la neutralisation du Grand Oral. En collège, les épreuves terminales du diplôme national du brevet ne peuvent pas permettre, cette année, d'assurer des conditions d'équité entre les élèves. Le choix du contrôle continu doit être fait dès maintenant pour permettre aux établissements de consacrer la fin de l'année aux apprentissages et donner plus de temps à l'accompagnement des élèves en difficulté.

Pour le SE-Unsa, le positionnement des élèves sur les différentes composantes du socle devrait permettre de délivrer le brevet, en donnant plus de temps aux équipes pour organiser les conseils de classe qui assurent ce positionnement.

Pour en venir à l'ordre du jour, le moment fort de cette reconnaissance est le rendez-vous de carrière. Au SE-Unsa, nous n'oublions pas les méfaits du précédent système et nous considérons toujours le PPCR comme une avancée mais elle est fourvoyée par le calquage de l'administration sur l'ancien système : Le rendez-vous de carrière est une évaluation qui concerne tous les collègues pour que l'avancement accéléré soit réellement en lien

avec le mérite professionnel plutôt que lié au rythme d'inspection, comment c'était le cas dans l'ancien système.

Ces rendez-vous de carrière devaient être le moment de valoriser le travail quotidien des enseignants en inscrivant noir sur blanc que ce travail est excellent ou très satisfaisant quand il l'est. Plus de 70% des enseignants de notre périmètre sont considérés comme fournissant un travail au moins très satisfaisant ! Quelle chance pour la Normandie !

Toutefois, à la lecture des différentes observations suite au rendez vous de carrière, on ne peut être qu'étonné et inquiet par le manque de dialogue entre les évaluateurs et entre les évaluateurs et les enseignants. Nous trouvons inadmissible qu'il faille passer par une CAPA pour que des collègues aient des réponses à des demandes légitimes sur les avis octroyés par leur IPR et même par les chefs d'établissement. La situation des collègues du collège Aimé Charpentier du Mesnil sur Iton nous semble, à ce point de vue, assez préoccupante !

En refusant le dialogue, toujours constructif, certains évaluateurs, certes de moins en moins nombreux, sont responsables d'un sentiment d'injustice croissant chez les collègues : *« Je suis bien en classe, je pense que mes élèves sont bien avec moi, mais je n'en peux plus de l'administration. Voici mon état d'âme. On donne beaucoup, on s'investit, mais ce n'est souvent que du mépris en retour »* ; voilà ce que nous écrivait il y a quelques jour une collègue d'un établissement eurois !

Nous vous remercions.